

# LA LETTRE DU C.E.P.I.I.

CENTRE D'ETUDES PROSPECTIVES ET D'INFORMATIONS INTERNATIONALES

N° 16

I.S.S.N. 0243-1947

Juin 1981

## Chine : la politique d'importation à l'heure du réajustement.

Les espoirs qu'en ces temps de crise les exportateurs occidentaux ont placés sur le marché chinois sont mis à rude épreuve depuis quatre ans par les coups de frein successifs donnés par les dirigeants chinois à leurs programmes d'importation. La politique commerciale extérieure de la Chine est en effet directement tributaire des orientations économiques internes, qui doivent s'infléchir progressivement face aux difficultés rencontrées.

### 1 Le réajustement de la politique économique...

Le plan 1976-1985, présenté en février 1978, assignait des objectifs ambitieux à l'économie chinoise : la production industrielle devait croître de 10,5 % par an, la production agricole de 4 à 5 %. Il comportait un vigoureux effort d'investissement : l'Etat devait, en huit ans, financer autant d'investissements en capital fixe qu'au cours des vingt-huit années précédentes ; en juillet 1978, les dirigeants chinois décidaient d'accepter des crédits bancaires pour le financement de leurs importations.

Mais, dès juin 1979, les dirigeants annonçaient une période de « réajustement » de trois ans, en préalable à la poursuite d'une croissance rapide nécessaire aux « quatre modernisations ». Le rythme et les priorités de la croissance se trouvaient modifiés : le taux d'investissement devait être réduit (l'investissement représentait 32 % du PNB en 1978) pour permettre l'amélioration de la consommation ; celle-ci devait, en outre, être favorisée par une affectation des investissements plus favorable à l'agriculture et aux industries légères. Cette nouvelle politique a déjà fait sentir ses effets sur la croissance économique chinoise (cf. tableau 1) ; elle s'accompagnait de l'introduction de réformes économiques destinées à stimuler l'initiative et la productivité, en instituant progressivement une décentralisation des pouvoirs de décision économique et un partage des revenus entre les organes d'Etat et les producteurs.

TABLEAU 1

La croissance  
économique chinoise

(Taux de croissance annuel)	Moyenne 1971-1975	1976	1977	1978	1979	1980 (b)
Production industrielle (a) .....	9,1	1,3	14,3	13,5	8,5	8,4
Production agricole (a) .....	4,0	2,5	1,7	9,0	8,6	2,7
PNB .....	...	...	8,3	12,9	7,0	5,0

Source : FMI.

(a) Production « brute », y compris les consommations intermédiaires.

(b) Estimation.

Un an et demi plus tard, à partir de décembre 1980, la politique économique marque un nouvel infléchissement : les dirigeants annoncent que la période de réajustement sera plus longue que prévu (elle pourrait durer jusqu'en 1983, voire 1985) ; ils prennent acte de l'incompatibilité qui s'est manifestée entre certaines mesures de réformes et les objectifs du réajustement ; ils annoncent le renforcement des contrôles directs et l'éventuel ajournement des réformes ; de nouvelles coupes sont décidées dans le budget d'investissement de l'Etat pour 1981.

2  
... face  
à l'aggravation  
des tensions  
inflationnistes

Plusieurs facteurs ont pu jouer dans le changement de cap de l'économie chinoise entre 1978 et 1979 : les hésitations des dirigeants et leur désaccord quant à la stratégie de croissance à adopter, l'incertitude sur la situation réelle de l'économie chinoise (illustrée par les déceptions en matière de production pétrolière), une éventuelle réappréciation de l'effort de défense ; mais le souci d'éviter les excès d'un nouveau « bond en avant » et de promouvoir un développement plus équilibré est au centre de la nouvelle politique. Or, l'aggravation des tensions inflationnistes paraît justifier actuellement le renforcement des mesures de stabilisation.

Certaines des décisions prises par les dirigeants au début de 1979 ont d'ailleurs concouru à ces tensions : les hausses de prix des produits agricoles décidées en mars 1979 ont eu d'autant plus d'effet sur les revenus des paysans que les récoltes ont été bonnes (les revenus de 75 % de la population ont ainsi augmenté de 20 % en 1979). Partiellement répercutées sur les prix de détail à la fin de l'année, ces hausses de prix ont rendu inévitables des augmentations de salaires des travailleurs urbains (+ 8 % en 1979 ; + 15 % en 1980). L'ensemble de ces mesures a entraîné un déficit du budget de l'Etat en 1979 et 1980, d'autant plus important que les investissements ont dépassé les prévisions ; la nécessité d'absorber l'afflux de main-d'œuvre dans le secteur urbain a sans doute favorisé cette expansion incontrôlée des investissements (les emplois créés ont augmenté de 9 % entre 1977 et 1979 et devaient s'accroître de 7 % pour la seule année 1980).

Les indices officiels font état d'une sensible hausse des prix (+ 6 % en 1979, + 7,5 % en 1980) qui succède à trois décennies de stabilité. En outre, dans une économie où la plupart des prix sont administrés et où les produits essentiels sont rationnés, l'indice des prix ne reflète que très partiellement l'équilibre de l'offre et de la demande. Le gonflement des dépôts d'épargne et les hausses illégales ou déguisées de prix (1) y sont des symptômes bien connus de tensions inflationnistes.

TABLEAU 2  
Evolution du budget

(En milliards de yuans.)	1977	1978	1979		1980		1981	
			Prévision	Réali- sation	Prévision	Réali- sation	Première version	Deuxième version *
Excédent (+) ou déficit (—) ....	—	+ 1,0	—	— 17,1	— 8,0	— 12,0	— 5,0	—
Dépenses en capital fixe .....	36,4	45,2	39,0	51,5	37,4	39,4	37,6	30,0

Source : FMI.

\* Janvier 1981.

Pour mémoire : le taux de change est en 1980 de 1,494 yuan pour 1 dollar.

(1) Les réformes économiques ont donné aux entreprises et provinces, dans le domaine des prix, une liberté limitée qui a conduit à des hausses illégales et « injustifiées ».

Pour lutter contre ces tensions, les dirigeants prévoient pour 1981 une réduction drastique des investissements inscrits au budget (— 25 % par rapport à 1980, cf. tableau 2) et l'allocation prioritaire de ces dépenses aux secteurs produisant des biens de consommation.

3  
Un recours prudent  
à l'endettement  
extérieur

En 1981 comme en 1979, les mesures d'austérité ont eu des répercussions immédiates sur la politique d'importation : en 1979, de nombreux contrats d'achats d'équipement ont été suspendus ; le fait que la plupart aient été confirmés début 1980 illustre les difficultés de la mise en œuvre de la politique de réajustement. Au début de 1981, une nouvelle vague d'ajournements de contrats et de suspensions de négociations a eu lieu (2).

Certes, le maintien du déficit extérieur dans des limites raisonnables fait partie de la politique de réajustement. Les chiffres officiellement communiqués par la Chine au FMI n'indiquent cependant pas que l'équilibre extérieur soit sérieusement compromis actuellement (voir tableau 3). La Chine n'a utilisé jusqu'à présent qu'une faible portion des crédits qui lui ont été offerts (3) : sa dette à long terme, au titre des emprunts effectués depuis 1979, serait, à la fin de 1980, de 5,5 milliards de dollars (soit quatre mois d'exportation) et ne donne pas encore lieu à des charges de remboursement significatives. Les emprunts à court terme pèsent davantage sur la balance des paiements (encore que le poids des remboursements en 1980 soit, semble-t-il, partiellement attribuable à des remboursements anticipés, décidés en raison des taux élevés d'intérêt).

TABLEAU 3

Eléments de l'équilibre  
des paiements extérieurs  
de la Chine

(En milliards de dollars.)	1977	1978	1979	1980 (a)
Exportations .....	8,0	9,8	14,0	17,9
Importations .....	7,6	11,4	17,3	21,0
Solde commercial .....	0,4	— 1,6	— 3,3	— 3,1
Services et transferts courants (nets) .....	0,5	1,2	1,8	1,9
Crédits à long terme (nets) .....	— 1,0	— 0,8	1,9	2,1
Emprunts à court terme .....	0,0	0,2	1,2	0,9
Remboursement des emprunts à court terme .....	— 0,7	—	— 0,6	— 2,2 (b)

Source : FMI.

(a) Estimations.  
(b) Neuf mois.

Manifestement, hors de l'hypothèse où les données disponibles en donneraient une fausse image (en sous-estimant par exemple certaines des obligations contractées au titre des paiements différés), la situation de la balance des paiements ne paraît pas être actuellement une contrainte déterminante. C'est plus vraisemblablement en vue de la rendre compatible avec les équilibres internes que la politique d'importation fait l'objet de « réajustements ».

(2) Elle concerne treize contrats d'une valeur totale de plus de 2,7 milliards de dollars.

(3) Ceux-ci se montent à une vingtaine de milliards sur les lignes de crédits à soutien public et à trois-quatre milliards de crédits en eurodevises.

4  
De nouvelles  
priorités  
à l'importation

TABLEAU 4

Composition  
des importations chinoises  
en 1979

	(En millions de dollars)	(En pourcentage)
<i>Produits alimentaires</i> .....	1.770	12,3
(dont céréales) .....	(1.430)	(10,0)
<i>Matières premières</i> .....	2.310	16,1
(dont fibres textiles) .....	(1.150)	(8,0)
<i>Produits chimiques</i> .....	1.390	9,7
(dont engrais) .....	(615)	(4,3)
<i>Machines et équipements</i> .....	3.825	26,7
<i>Autres produits manufacturés</i> .....	4.935	34,4
(dont produits sidérurgiques) .....	(3.310)	(23,1)
<i>Non ventilé</i> .....	120	0,8
<b>Total</b> .....	<b>14.350</b>	<b>100</b>

Source : National Foreign Assessment Center, Washington.

La poursuite au cours des prochaines années de la politique de freinage des tensions inflationnistes devrait conduire à un accroissement des importations chinoises de biens de consommation (alimentaires et industriels), de matières premières, de produits intermédiaires, ainsi que de biens d'investissement destinés aux secteurs actuellement prioritaires (industries légères, agriculture, énergie, transport).

Dans ces conditions, la Chine continuera à n'avoir qu'un recours modéré aux crédits commerciaux qui lui sont ouverts et l'expansion de son commerce extérieur devrait, comme par le passé, rester principalement fonction de ses capacités d'exportation (4). Sans doute, le ralentissement prévu de la croissance économique et l'amélioration de l'approvisionnement du marché intérieur contribueront-ils à freiner le dynamisme des exportations par rapport à celui enregistré au cours des trois dernières années. Mais les résultats de 1980 paraissent bien augurer de la réussite de la nouvelle stratégie économique chinoise : la production de l'industrie légère a progressé de 17 % en volume, celle de l'industrie lourde de moins de 2 %, les exportations de 30 % en valeur (yuans).

Pour spectaculaire qu'ait été ces dernières années la politique d'insertion de la Chine dans les échanges internationaux, il est manifeste que dans la stratégie économique chinoise le rôle du secteur extérieur demeure subordonné aux objectifs internes.

Rédaction :

Centre  
d'études prospectives  
et d'informations  
internationales,  
9, rue Georges-Pitard,  
75015 Paris.  
Tél. : 842-68-00.

Rédacteur en chef :  
Gérard Lafay.

Edition :

La Documentation française.  
Abonnement d'un an  
(8 numéros) : 120 F.

Commande adressée à  
La Documentation française,  
124, rue Henri-Barbusse,  
93308 Aubervilliers Cedex.

Règlement à réception  
de la facture.

Directeur  
de la publication :  
J.-L. Crémieux-Brilhac.

CPPP n° 1462 AD.  
Dépôt légal :  
2° trimestre 1981.

Imprimerie LIR

Imprimé en France.

(4) Cf. F. Lemoine « Bilan et perspectives du commerce extérieur de la Chine. » (*Economie prospective internationale*, n° 7 à paraître en juillet 1981.)